

Ipjmag - le magazine réalisé
par les étudiants de l'IPJ

-- Politique - Travaux cours politique --

Travaux cours
politique

**Jean-Pierre Balduyck
(PS) : "On nous
demande d'assurer des
missions qui relèvent
de l'Etat "**

Théo Habermusch
décembre 2005

Le maire de Tourcoing tire le bilan du Congrès des maires de France en matière de lutte contre les violences urbaines.



Il a beaucoup été question de sécurité au cours du 88e Congrès de l'association des maires de France (AMF) qui s'est tenu du 22 au 24 novembre à la Porte de Versailles. Qu'est-il ressorti des débats et des interventions de Dominique de Villepin puis de Nicolas Sarkozy ?

Le discours des ministres a été de féliciter les maires et de leur rendre hommage pour leur action lors des émeutes des dernières semaines. J'ai pourtant perçu une lassitude des maires. Cela m'a frappé d'entendre nombre d'entre eux se plaindre d'avoir été agressés verbalement ou physiquement. Il y a quelque temps, le maire était encore quelqu'un de respecté.

Est-il important de donner plus de pouvoir au maire en matière de prévention des violences, comme l'a affirmé, mardi, le Premier ministre ?

Dire que les maires sont au cœur de l'action publique, c'est bien. Que nous soyons dorénavant informés, comme l'a dit Nicolas Sarkozy, des cas de jeunes enfants ayant des problèmes psychologiques ou des situations d'absentéisme scolaire, je dis chiche ! Mais avec quels moyens ? Il faut que l'Etat s'engage par des conventions pluriannuelles de financement car on nous demande d'assurer des missions qui relèvent de l'Etat : prévention, éducation, emploi...

Concrètement, de quelles attributions les maires ont-ils besoin pour agir plus efficacement ?

Pour l'instant, Nicolas Sarkozy prépare un plan sans même nous avoir consultés. Il n'y a rien de concret. Si on veut lui donner plus de pouvoir, le maire doit avoir un rôle juridique de coordination, de fédération des moyens. Il faut que la police, la gendarmerie et le procureur prennent en compte sa position et lui expliquent leur action. Quand un habitant vient me voir parce que sa voiture a brûlée, il ne veut pas que je lui réponde que je n'ai aucune prise sur la police ou sur la justice. Je suis crédible si ceux qui mènent l'enquête me répondent, me donnent des informations.

Il a aussi été question de développer la vidéo surveillance...

Pour l'instant, la loi est très stricte : on ne peut filmer que des endroits publics. Il faudrait plus de souplesse. Filmer la rue ne suffit pas, le préfet doit accorder des autorisations pour observer les pieds des immeubles notamment. Cela dit, le développement de la vidéo ne doit surtout pas entraîner l'Etat à diminuer les effectifs de la police.

Les clivages politiques droite/gauche sont-ils déterminants dans les prises de position des maires ?

Non. Nous sommes bien plus proches les uns des autres que les députés. J'apprécie l'approche du Premier ministre. Il a un discours plus réfléchi, plus républicain que Nicolas Sarkozy. S'il avait été

ministre de l'Intérieur, il n'y aurait sans doute pas eu de mots mal compris, comme ceux qui ont mis le feu aux poudres. Le problème est sans doute que nous avons un ministre de l'Intérieur qui est en campagne présidentielle permanente.